



Communiqué de presse Mardi 22 janvier 2013

Au terme du projet Acclimate, les Etats membres de la COI adoptent la stratégie régionale d'adaptation au changement climatique

Acclimate, premier projet de la Commission de l'océan Indien (COI) dédié à l'adaptation au changement climatique s'est achevé le 31 décembre dernier. En quatre ans, il a permis de renforcer durablement la coopération entre les pays de l'Indianocéanie pour mieux anticiper et faire face aux effets négatifs du changement climatique. Point d'orgue de ce projet, la stratégie régionale d'adaptation au changement climatique a été adoptée par le 28^e Conseil des Ministres de la COI, le 18 janvier 2013 aux Seychelles. Cette décision doit aider la région à devenir plus résiliente, à structurer davantage son action dans ce domaine et à se doter d'outils et de moyens à la hauteur des enjeux climatiques.

Le contexte

Le changement climatique est aujourd'hui une réalité sur tous les continents. Plus ou moins marqué selon les régions, il se traduit globalement par une hausse des températures, la montée du niveau de la mer, des événements météorologiques extrêmes plus fréquents, voire plus

intenses (sécheresse, pluies diluviennes, cyclones) et le dérèglement des saisons. Les conséquences de tels phénomènes font peser des risques majeurs, en particulier dans les petits Etats insulaires et/ou en développement, sur la sécurité des personnes et des biens, l'économie et l'environnement. Un leadership politique sans précédent et des actions urgentes s'imposent, aussi bien aux niveaux mondial que national et local.

Les îles de la COI ne sont responsables que d'une part infime des émissions mondiales de gaz à effet de serre (principalement le dioxyde de carbone) qui sont à l'origine de ce phénomène, amorcé dès le début de l'ère industrielle. Elles sont pourtant parmi les plus affectées, du fait même de leur insularité qui accentue leurs vulnérabilités. Pour elles, alors que les négociations internationales sur le climat semblent au point mort ou n'enregistrent que de trop timides avancées, trouver et financer des solutions pour s'adapter est une question de survie.

C'est dans ce contexte que la COI a mis en œuvre le projet *Acclimate*, depuis fin 2008, grâce au soutien financier (1,7 million d'euros) du Fonds français pour l'Environnement Mondial (FFEM), du ministère des Affaires étrangères de la France, de l'Agence française de Développement (AFD) et de la Région Réunion.

Mieux comprendre pour agir

Acclimate a amélioré la connaissance du climat régional et de ses impacts, et il a contribué au renforcement des capacités des services météorologiques des Etats membres de la COI. Diverses études, conduites à partir de 2009, ont ainsi permis de dresser le profil climatique de la région et son évolution depuis 40 ans, d'identifier les tendances à venir et d'analyser les vulnérabilités d'une douzaine de secteurs prioritaires à l'échelle nationale et régionale.

A partir des résultats de ces études, un document cadre de stratégie régionale d'adaptation a aussi été ébauché, avec la participation active de représentants des Etats membres de la COI, puis validé techniquement en juillet 2012, avant d'être adopté en janvier 2013 aux Seychelles par le 28^e conseil des ministres de la COI. Destiné à guider les actions de coopération de la COI dans ce domaine jusqu'en 2020, ce document retient notamment 4 secteurs d'activités, jugés les plus prioritaires pour la région : la sécurité alimentaire, l'eau, la santé et l'environnement. Mais d'autres secteurs, tout aussi importants, seront traités dans un second temps (risques naturels, infrastructures, transports, énergie, tourisme, etc.)

Parmi les diverses recommandations formulées par cette stratégie, les notions d'observatoire régional du climat et de services climatologiques sont au cœur des dispositifs à mettre en place. Les données climatiques sont en effet complexes et leur utilité réelle repose sur la capacité à les rendre exploitables par leurs divers utilisateurs, qu'il s'agisse par exemple de décideurs politiques, de chercheurs, d'agriculteurs ou de services en charge de l'environnement, de la santé publique, de l'eau, de l'énergie, de la gestion des risques naturels ou de l'aménagement du territoire.

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'*Acclimate* et Météo France (La Réunion) ont organisé, fin 2012, un 1^{er} forum régional de prévisions saisonnières (SWIOCOF), agissant en cela en conformité avec le Cadre mondial pour les services climatologiques défini par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Cette initiative devrait être répétée annuellement pour instituer, sur la base des prévisions qui peuvent être faites à 3 ou 6 mois, un dialogue constructif entre les services météorologiques de la région et les secteurs d'activité les plus exposés aux aléas climatiques (eau, santé, etc.).

L'information, la sensibilisation et la formation étant des piliers en matière de lutte contre le changement climatique, le projet *Acclimate* a également initié diverses actions sur ce terrain (site Internet, concours et expositions photos, table-ronde et conférences...). Il a mené des formations en parallèle de ses études sur le climat, sur les impacts du changement climatique, et sur les vulnérabilités induites dans divers secteurs dont notamment celui de la santé. Le projet a également cofinancé des bourses de mobilité pour permettre à des étudiants de la région de suivre un Master en télédétection et risques naturels (TRN).

Vers une gouvernance régionale sur le climat

La dynamique régionale initiée par le projet, et renforcée par la stratégie, ne se superpose pas aux politiques nationales. Au contraire elle s'en nourrit et vise à mettre en valeur les complémentarités, au service de l'efficacité et de la cohérence des actions sur le plan régional. A terme, l'objectif est double : intégrer pleinement le changement climatique dans les politiques de développement régional et renforcer le plaidoyer de l'Indianocéanie dans le cadre des processus de négociations internationales sur le climat.

Afin de poursuivre dans cette direction, de mettre en œuvre la stratégie et d'assurer, autant que

possible, une continuité des actions du projet *Acclimate*, le 28^e Conseil des Ministres de la COI a demandé à son Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, de rechercher les ressources financières nécessaires auprès des partenaires internationaux. Il est également demandé à la COI de faire aboutir la signature d'un accord de partenariat avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA, une institution internationale conjointe des Etats du Groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique et de l'Union européenne).

-

Pour en savoir plus sur le projet *Acclimate*, rendez-vous sur www.acclimate-oi.net (« espace Acclimate ») ou sur le portail de la COI : www.coi-ioc.org

-

La stratégie est disponible sur :

<http://www.acclimate-oi.net/strategie-regionale-adaptation-changement-climatique-coi>

-

Synthèse des travaux du projet *Acclimate* :

<http://www.acclimate-oi.net/synthese-travaux-projet-acclimate-coi>

La Commission de l'océan Indien

Créée en 1982 à Port-Louis (Maurice) et institutionnalisée en 1984 par l'Accord général de Victoria (Seychelles), la Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe cinq Etats membres : Comores, France/Réunion, Madagascar, Maurice, et Seychelles.

La COI s'est donné pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les populations, et de bâtir des projets régionaux de développement durable, destinés à les protéger, améliorer leurs conditions de vie et préserver les ressources naturelles dont elles dépendent fortement. Seule organisation régionale africaine composée exclusivement d'îles, elle défend leurs intérêts insulaires sur la scène régionale et internationale, afin d'obtenir des mesures, des mécanismes et des financements appropriés.

Plateforme de coopération régionale, elle permet de mutualiser les ressources et les compétences pour mieux répondre à des problèmes souvent transfrontaliers. Elle contribue à structurer des réseaux régionaux d'hommes et de femmes pour partager des informations, des expériences et des bonnes pratiques, et ainsi tracer la voie d'un développement plus durable et solidaire.